Procès-verbal et compte-rendu de la réunion du conseil municipal du 27 MAI 2025 à 19h00.

Etaient présents :

Mme Marie-Lyne VAGNER, maire	Mme Thérèse FICHET, conseillère municipale
M. Mickaël PEREIRA, 1er adjoint	M. Régis ROUSSEL, conseiller municipal
Mme Sara FERAUD, 2ème adjointe	Mme Colette GENET, conseillère municipale
Mme Laurence BEATRIX, 4e adjointe	M. Jocelyn COUASNON, conseiller municipal
M. Louis CHOAIN, 5e adjoint	M. Pascal GRIHAULT, conseiller municipal
M. Thierry JOSSE, 6e adjoint	Mme Claire PITETTE, conseillère municipale
Mme Laure BONMARTEL, 7e adjointe	M. Pascal DIDTSCH, conseiller municipal
Mme Frédérique PARIS, 9e adjointe	M. Simon JARAIE, conseiller municipal
M. Pierre JALET, conseiller municipal délégué	Mme Laurence CAUSIER-LEMIRE, conseillère municipale
Mme Sabrina BECHET, conseillère municipale déléguée	

Étaient absents et avaient donné pouvoir :

M. Pierre BIBET à Mme Sara FERAUD	Mme Sandrine BOZEC à M. Pascal GRIHAULT
M. Jérôme VARANGLE à M. Thierry JOSSE	Mme Camille DAEL à Mme Frédérique PARIS
M. Guillaume WIENER à M. Jocelyn COUASNON	M. Julien LEFEVRE à Mme Sabrina BECHET
M. Pascal SEJOURNE à Mme Marie-Lyne VAGNER	

Étaient absents :

Mme Justine PIQUOT	M. Ulrich SCHLUMBERGER
Mme Valérie DIOT	M. Sébastien LERAT
M. Hugues CANTEL	M. François VANFLETEREN
Mme Chantal HERVIEU	

Madame le Maire déclare la séance ouverte à 19h00 et procède à l'appel.

Il est dénombré 19 conseillers présents, la condition du quorum est remplie (art. L. 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales).

1. DECISION MODIFICATIVE N°1 POUR LE BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Rapporteur : Monsieur Pierre BIBET

Le budget primitif est voté par chapitre, la décision modificative est proposée au niveau du chapitre tel que défini par l'article D. 2311-4 du CGCT.

L'essentiel des virements concernés par la présente délibération, qui n'affecte pas l'équilibre général du budget, dont dus par l'ajustement des crédits ouverts au budget primitif 2025.

Le reversement des sommes collectées pour le compte de l'Agence de l'Eau concernant les redevances pollution et modernisation des réseaux de collecte s'opère une fois par an l'année N+1 sur la base des déclarations.

N'ayant pas connaissance du montant à reverser à l'Agence de l'Eau au moment de l'élaboration du BP, il apparaît que pour la redevance pollution le montant budgété a été sous-estimé. Ces mouvements de virements sont détaillés en annexe 1.

Il est proposé aux membres du Conseil de valider les virements proposés en annexe, fondant la décision modificative n°1 concernant le budget annexe de l'eau.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'adopter la décision modificative n°1 pour le budget annexe de l'eau.

Budget annexe de l'eau
Section de fonctionnement – Dépenses

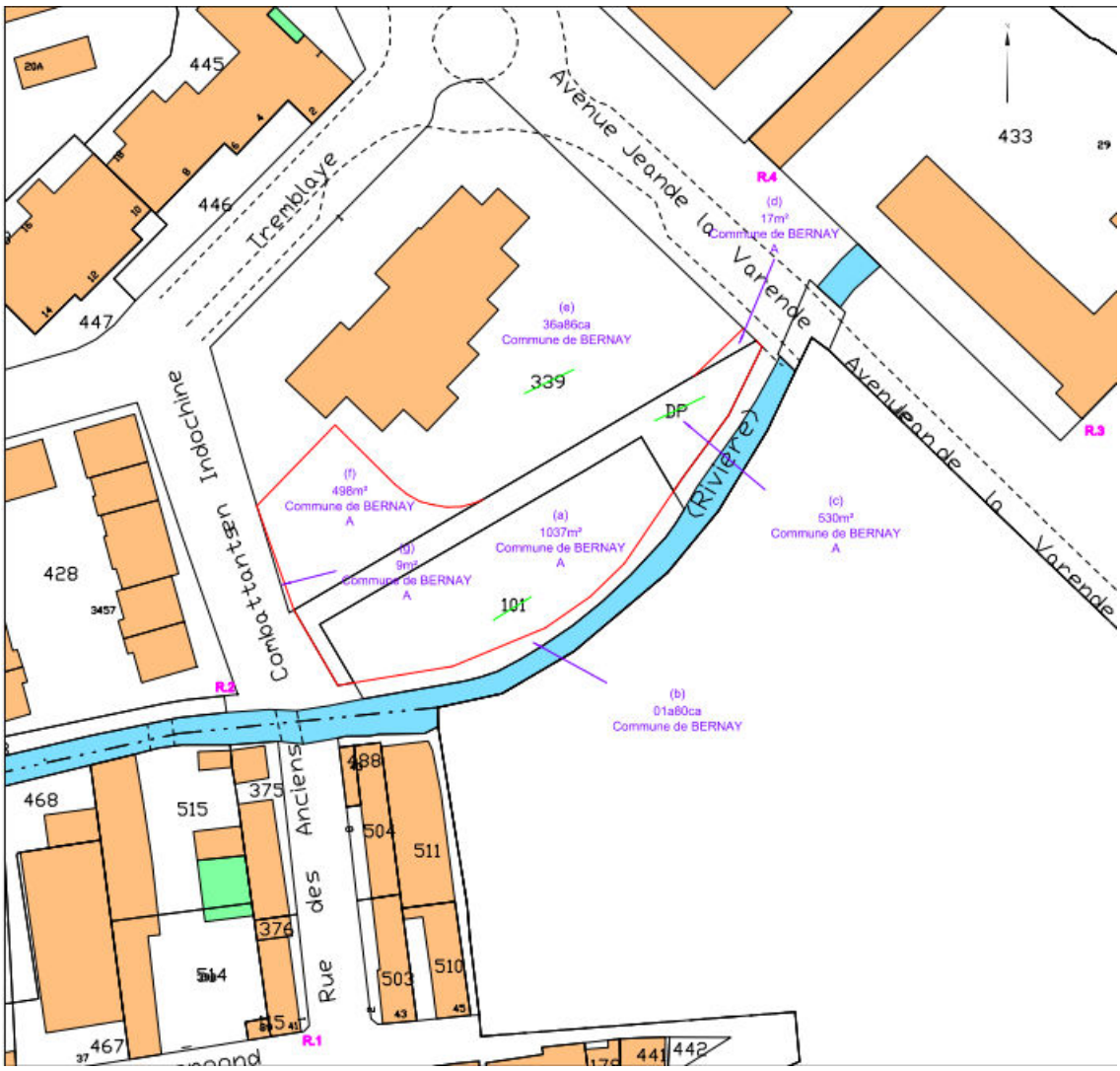
Chapitre	Article	Libellé	Budget 2025	Décision modificative	Budget 2025
011	611	Sous-traitance générale	550 000,00	-64 865,00	485 135,00
014	706129	Atténuations de produits	103 000,00	-56 000,00	47 000,00
014	701249	Reversement redevance agence de l'eau	70 000,00	120 865,00	190 865,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			**723 000,00**	**0,00**	**723 000,00**

2. CESSION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AI 101 ET DU DOMAINE PUBLIC POUR LA REALISATION D'UNE PHARMACIE ET D'UN POLE DE SANTE

Rapporteur : Monsieur Louis CHOAIN

Des porteurs privés, que sont Monsieur Geoffrey RAGOT, représentant de la société SCI Pophyse et Madame Oriane RAGOT, représentante de la SCI Pothalamus, ont sollicité la Ville afin de créer une pharmacie et un pôle de santé sur le domaine public dont le parking cadastré AI 101 sis rue des Anciens combattants en Indochine à Bernay.

La cession concerne une partie de la parcelle AI 101 et du domaine public environnant d'une surface prévisionnelle de 2 082 m², représenté sur le plan ci-dessous par les zones (a), (c), (d) et (f).



En contrepartie de la cession, il a été négocié un prix ferme de 200 000 € HT auquel s'additionnera le coût en numéraire de la réalisation du parking qui sera réalisé en face le long de la rue des Anciens combattants en Indochine et la réalisation d'une sente piétonne le long du Cosnier afin de refaire celle qui sera abimée par les futurs travaux.

L'avis des Domaines en date du 16 janvier 2025 estime la valeur du terrain à un montant de 170 000 €, accompagnée d'une marge d'appréciation de 10 %. L'offre correspond donc à l'estimation du service des Domaines

Lors d'une délibération n°75-2024 en date du 16 octobre 2024, le présent du Conseil municipal avait validé le déclassement anticipé de la parcelle AI 101 et du domaine public environnant emprise du projet, les formalités liées au déclassement et à la désaffectation sont donc remplies. Il est rappelé que sa désaffectation sera effective à compter de la cession qui se fera avant 1er octobre 2025.

Il est donc proposé aux membres du Conseil municipal de céder une partie de la parcelle AI 101 et une partie du domaine public environnant d'une surface prévisionnelle de 2 082 m², à Monsieur Geoffrey RAGOT, représentant de la société SCI Pophyse et à Madame Oriane RAGOT, représentante de la SCI Pothalamus, ou à toute autre société dont les personnes ci-dessus seront les représentants pour les contreparties suivantes :

- Un prix ferme de 200 000 € HT
- Additionné par le coût en numéraire de la réalisation du parking le long de la rue des Anciens combattants en Indochine
- La réalisation d'une sente piétonne le long du Cosnier afin de refaire celle qui sera abimée par les futurs travaux.

Il est à noter que la surface définitive ne sera validée qu'une fois que le géomètre l'aura précisément déterminée, sans que cela ait un impact sur le prix de vente.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

DE CONSENTIR la cession d'une partie de la parcelle AI 101 et d'une partie du domaine public environnant d'une surface prévisionnelle de 2 082 m², à Monsieur Geoffrey RAGOT, représentant de la société SCI Pophyse et à Madame Oriane RAGOT, représentante de la SCI Pothalamus, ou à toute autre société dont les personnes ci-dessus seront les représentants pour les contreparties suivantes :

- Un prix ferme de 200 000 € HT
- Additionné par le coût en numéraire de la réalisation du parking le long de la rue des Anciens combattants en Indochine
- La réalisation d'une sente piétonne le long du Cosnier afin de refaire celle qui sera abimée par les futurs travaux.

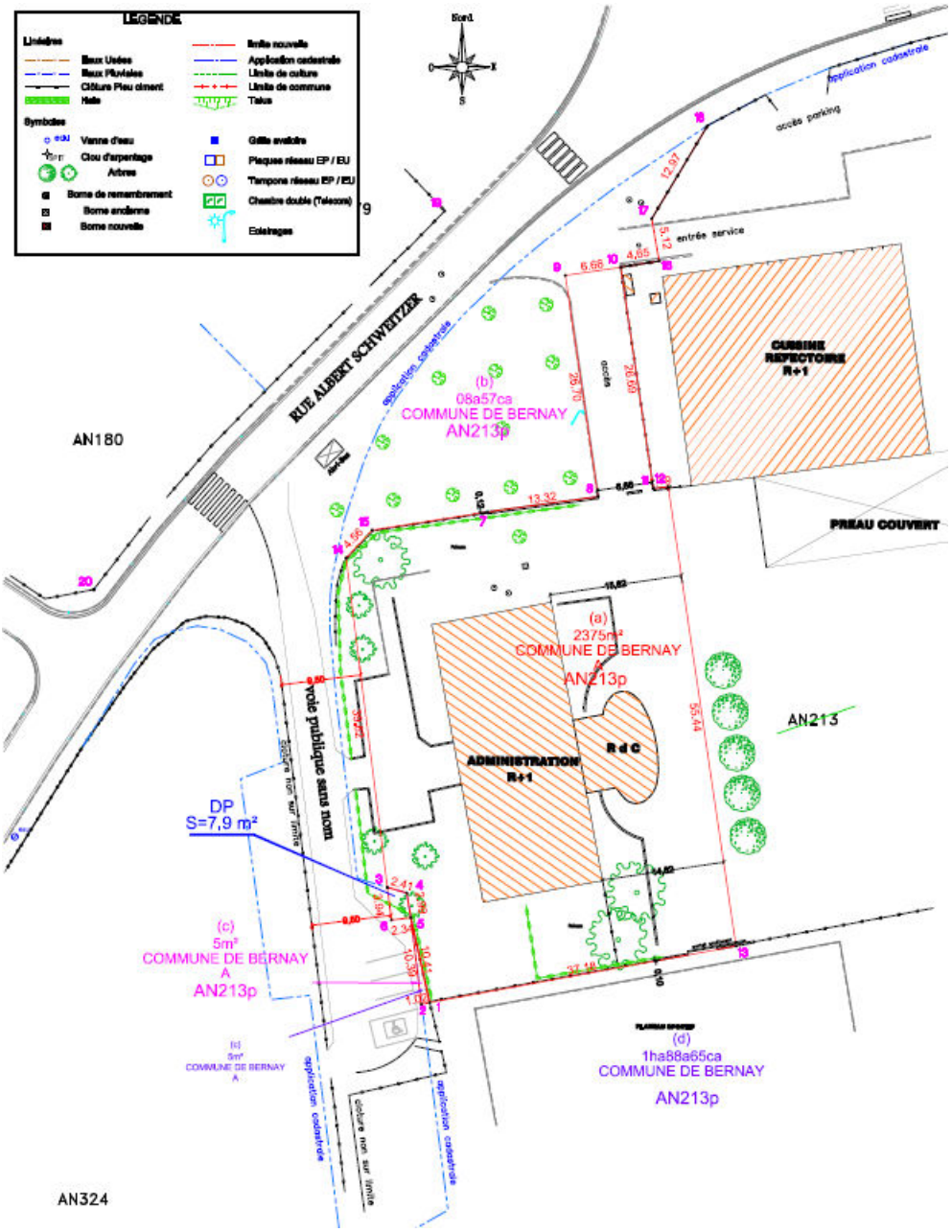
D'AUTORISER Madame le Maire à procéder à toutes les formalités afférentes à l'exécution de la présente délibération.

3. CESSION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AN 213 A SILOGE

Rapporteur : Madame Marie-Lyne VAGNER

La Ville, dans le cadre de son projet de requalification de l'ancien collège du Hameau, s'est accordée avec SILOGE pour la cession de l'ancien bâtiment administratif afin de permettre la création de logements.

La cession concerne une partie de la parcelle AN213 d'une surface prévisionnelle de 2 375 m², pour un montant de 250 000 €.



L'avis des Domaines du 10 janvier 2025 estime la valeur du terrain à un montant de 300 000 €, accompagnée d'une marge d'appréciation de 20 %. Aussi, il est précisé dans l'avis qu'en raison du projet de réhabilitation et d'objectif social du futur projet, *« la cession à 250 000 € n'appelle pas d'observation de la part du service »* des Domaines.

Afin que cette vente puisse se réaliser, la désaffectation de foncier nu, ainsi que son déclassement du domaine public communal doivent être prononcés pour l'intégrer dans le domaine privé communal aux fins de vente.

Or, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques indique que les biens du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles et par conséquent que la Ville doit, pour le céder, le déclasser préalablement à la vente afin de l'incorporer dans son domaine privé.

Il est donc demandé aux membres du Conseil municipal de constater la désaffectation de l'emprise concernée et de prononcer son déclassement du domaine public communal pour l'intégrer au domaine privé communal.

Il est également proposé de céder une partie de la parcelle AN213 d'une surface prévisionnelle de 2 375 m², pour un montant de 250 000 € à la SILOGE. La surface définitive

ne sera validée qu'une fois que le géomètre l'aura précisément déterminée, sans que cela ait un impact sur le prix de vente.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

Louis CHOAIN ne prend pas part au vote

DE CONSTATER la désaffection du domaine public d'une partie de la parcelle AN 213, comme présenté sur le plan ci-dessus

DE PRONONCER le déclassement du domaine public communal et leur intégration dans le domaine privé communal ;

DE CONSENTIR la cession d'une partie de la parcelle AN213 d'une surface prévisionnelle de 2 375 m², pour un montant de 250 000 € à la SILOGE. La surface définitive ne sera validée qu'une fois que le géomètre l'aura précisément déterminée, sans que cela ait un impact sur le prix de vente

D'AUTORISER Madame le Maire à procéder à toutes les formalités afférentes à l'exécution de la présente délibération.

4. APPROBATION DE LA CONVENTION D'INTERVENTION SUR L'OPERATION « RUE LOUIS GILLAIN » BERNAY 27 – PROGRAMME PLURIANNUEL D'INTERVENTIONS 2022-2026

Rapporteur : Monsieur Louis CHOAIN

La municipalité souhaite mobiliser l'EPF Normandie pour la réalisation d'une étude flash sur un îlot dégradé, stratégique et mutable situé en entrée de ville, sis rue Louis Gillain. Cette sollicitation s'inscrit dans la continuité d'une étude de programmation réalisée en partenariat avec l'EPF Normandie, qui a amené la Collectivité à constater la présence inadaptée de ces bâtiments qui dénature l'entrée de ville.

La Ville demande ainsi un accompagnement pour mieux appréhender les possibilités offertes par ce foncier ainsi que les implications financières liées à la restructuration de ce site pour y développer notamment une offre de logements et de stationnements. Cette dernière devra s'inscrire dans le paysage architectural et urbain du secteur, tout en appréhendant les enjeux de renaturation et de topographie de secteur. L'étude devra éclairer la pertinence d'une maitrise foncière, selon les conclusions sur la faisabilité du projet. Le cas échéant, la prise en charge foncière par l'EPF Normandie fera alors l'objet d'un avenant à la présente convention.

Il est à noter que le coût total de la démarche d'étude-flash est financé à 100 % par l'EPF Normandie, dans un plafond maximal de 20 000 € HT.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la convention d'intervention sur l'opération « rue Louis Gillain » Bernay (27), programme pluriannuel d'intervention 2022-2026 pour une étude flash îlot rue Louis Gillain.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

D'APPROUVER la convention d'intervention sur l'opération « rue Louis Gillain » à Bernay, programme pluriannuel d'intervention 2022-2026.

D'AUTORISER Madame le Maire à signer ladite convention et tous les documents s'y rapportant, notamment les avenants

5. MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DES JARDINS FAMILIAUX

Rapporteur : Madame Marie-Lyne VAGNER

Le présent règlement intérieur destiné à fixer les conditions d'utilisation des jardins familiaux, dans sa version de 2012, a besoin d'être actualisé :

- Il supprime le bureau des jardiniers, sans effet depuis 2018, les usages ayant changé, sa constitution devient inutile.
- Il supprime l'attribution plurinominale des parcelles afin de ne plus avoir de soucis de solidarité entre locataires dans la gestion de la parcelle.
- Il supprime enfin la limitation des hauteurs de tunnels et les composteurs individuels

Enfin, le règlement proposé permet de recadrer l'usage, l'entretien des parcelles et le paiement de la redevance annuelle afin de permettre un contrôle et une reprise plus facile pour la Ville en cas de non-respect de ses dispositions ou de non-paiement.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la modification du règlement intérieur des jardins familiaux.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité D'APPROUVER la modification du règlement intérieur des jardins familiaux

6. ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS DE FONCTIONNEMENT DES GYMNASES MUNICIPAUX ANNEE 2025

Rapporteur : Monsieur Louis CHOAIN

Certaines communes supportent des coûts relatifs à des équipements dont le rayonnement excède celui de leur territoire pour bénéficier aux usagers habitant les communes des environs. Les gymnases, fréquentés notamment par les associations sportives et les scolaires, entrent dans cette catégorie. Il est pertinent d'envisager un mécanisme de solidarité avec les communes qui ont en charge ces équipements générant des « externalités positives » au bénéfice des autres communes.

Lors du conseil communautaire en date du 28 novembre 2024, un pacte financier et fiscal de solidarité a été adopté pour le territoire de l'Intercom Bernay Terres de Normandie. Il prévoit notamment la mise en place d'un fonds de concours visant à participer au financement des gymnases communaux.

Un dispositif de prise en charge du coût de fonctionnement des gymnases qui ressortent des compétences des communes est mis en place. Les dépenses entrant dans le champ du fonds de concours se limitent au fonctionnement courant des équipements (entretien, fluides...) à l'exclusion des dépenses inhérentes à l'activité exercée au sein de ces équipements.

Le mode de calcul du financement accordé dépend des coûts supportés par la Communauté de communes au titre des gymnases dont elle a la charge dans le cadre de ses compétences et ne pourra excéder 50 % du reste à charge de ses propres gymnases.

Les calculs réalisés sur les dépenses de fonctionnement des gymnases de l'IBTN font ressortir une moyenne de dépenses de 50 184 € par équipement. Il est donc proposé de fixer à 50% de cette somme le montant maximum pouvant être versé par gymnase.
Les gymnases municipaux concernés sont les suivants :

- Gymnase Jacques Sébire – Rue Albert Schweitzer
- Gymnase des Soupirs – 4 Allée des Soupirs
- Gymnase Marie Curie – Rue aux Bœufs
- Halle des sports – 28 rue Alfred Sisley
- Gymnase André Rémy – rue des Canadiens

La Communauté de communes vérifiera que sa participation n'excède pas 50% du reste à charge supporté par la commune, soit le coût brut déduit des éventuelles recettes d'atténuation.

La mise en place du fonds de concours se fait par délibération concordante de la Ville et de l'Intercom Bernay Terres de Normandie. A ce titre, cette dernière a délibéré lors de sa séance du 22 mai 2025

Ainsi, il est proposé aux membres du Conseil municipal de valider le principe du fonds de concours intercommunal au titre de sa participation aux dépenses de fonctionnement des gymnases municipaux, la liste des gymnases et le montant de participation de 25 092 € par gymnase.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

- **D'ACCEPTER l**e principe du versement d'un fonds de concours au titre de sa participation au financement des dépenses de fonctionnement des gymnases municipaux,

- **DE FIXER** la liste des gymnases municipaux concernés comme suit :

    - Gymnase Jacques Sébire – Rue Albert Schweitzer
    - Gymnase des Soupirs – 4 Allée des Soupirs
    - Gymnase Marie Curie – Rue aux Bœufs
    - Halle des sports – 28 rue Alfred Sisley
    - Gymnase André Rémy – rue des Canadiens

- **DE DIRE** que le fonds de concours versé par l'Intercom n'excèdera pas 50% du reste à charge de la commune, subventions déduites, pour le fonctionnement de ses gymnases,

  DE FIXER le montant maximum du Fonds de concours à 25 092 € par gymnase, correspondant à 50 % du reste à charge de ses propres gymnases.

7. ACTUALISATION DES REGLEMENTS INTERIEURS DE L'ESPACE MARIE-LOUISE HEMET ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

Rapporteur : Madame Marie-Lyne VAGNER

La Ville de Bernay met à disposition plusieurs équipements municipaux au service des associations, des établissements scolaires, des clubs sportifs et de l'ensemble des usagers du territoire. L'Espace Marie-Louise Hémet (Maison des Associations) et les installations sportives jouent un rôle clé dans le dynamisme associatif, l'accès à la pratique d'activités physiques et la promotion du lien social.

Afin de garantir un usage serein, équitable et sécurisé de ces équipements, les règlements intérieurs qui en encadrent l'utilisation ont été mis à jour. Ces révisions visent à mieux répondre aux besoins des usagers, à clarifier les droits et devoirs de chacun, et à adapter les modalités d'accès et de fonctionnement aux pratiques actuelles. Elles renforcent également les règles de sécurité et les principes de responsabilité partagée entre les différents utilisateurs.

En ce qui concerne l'Espace Marie-Louise Hémet, les modifications portent principalement sur l'ajustement des horaires d'ouverture, la définition des conditions d'accès à la cuisine pour les associations, et un rappel des règles de civilité et de respect mutuel dans l'usage de cet espace.

Pour les installations sportives, les ajustements visent à prévenir les usages inappropriés, à faciliter la coordination entre les utilisateurs et à garantir la sécurité de tous.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver les règlements intérieurs actualisés, présentés en annexes.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

D'APPROUVER le règlement intérieur de l'espace Marie-Louise Hémet (Maison des associations) figurant en annexe 1.

D'APPROUVER le règlement intérieur de l'utilisation des installations sportives) figurant en annexe 2.

8. INDEMNITES *DE MANIEMENT DE FONDS DES REGISSEURS*

Rapporteur : Monsieur Mickaël PEREIRA

L'indemnité de maniement de fonds, remplaçant l'ancienne indemnité de responsabilité, est allouée aux régisseurs d'avances et de recettes.

Le versement de l'indemnité de maniement de fonds des régisseurs d'avances et de recettes de la collectivité est fonction d'un barème de référence, fixé par arrêté du ministre chargé du budget.

L'arrêté en vigueur est celui du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de maniement de fonds susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes.

Il est décidé de fixer les montants de l'indemnité de responsabilité suivants :

Montant maximum de l'avance ou montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle
De 0 à 3 000 €	110 €
De 3 001 € à 4 600 €	120 €
De 4 601 € à 7 600 €	140 €
De 7 601 € à 12 200 €	160 €
De 12 201 € à 18 000 €	200 €
De 18 001 € à 38 000 €	320 €
De 38 001 € à 53 000 €	410 €
De 53 001 € à 76 000 €	550 €
De 76 001 € à 150 000 €	640 €
De 150 001 € à 300 000 €	690 €
De 300 001 € à 760 000 €	820 €
De 760 001 € à 1 500 000 €	1 050 €
Au-delà de 1 500 000 €	46 € par tranche de 1 500 000

En cas de modification réglementaire, les montants versés seront ceux fixés par le nouvel arrêté ministériel.

Pour une régie de recettes, l'indemnité est versée en fonction du montant moyen des recettes encaissées mensuellement.

Un même régisseur, chargé de plusieurs régies peut percevoir plusieurs indemnités de maniement de fonds.

Seuls les régisseurs titulaires et suppléants peuvent percevoir l'indemnité de maniement de fonds dès lors qu'ils sont régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des fonctions cumulées. Cette indemnité sera donc octroyée au suppléant dès qu'il s'agit d'un agent public et lorsque ce dernier assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire.

Les bénéficiaires de cette indemnité sont les agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction dans la collectivité exerçant les missions permettant le versement de cette prime. L'attribution de l'indemnité fera l'objet d'un arrêté individuel.

Il est proposé aux membres du conseil municipal d'instituer les indemnités de maniement de fonds des régisseurs

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

- **D'ACCEPTER** d'instituer l'indemnité de maniement de fonds des régisseurs titulaires.
- **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires sur le 012.

9. RECONSTITUTION DE *CARRIERE D'AGENTS- LEVEE DE PRESCRIPTION QUADRIENNALE*

Rapporteur : Monsieur Mickaël PEREIRA

L'Intercom Bernay Terres de Normandie a sollicité la Ville, dans le cadre de la reconstitution de la carrière de deux anciens agents municipaux transférés, afin de régulariser le paiement de cotisation à la mauvaise caisse de retraite entre :

-Juin 1989 et juin 1990 pour le premier, d'un montant de 2 253,93 €
-1995 à 1995 pour le second, d'un montant de 10 221.83 €

La règle de la prescription quadriennale qui prévoit que toute dépense non payée dans un délai de quatre ans à partir du 1er jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis, est prescrite, sauf à prendre une délibération motivée pour lever cette prescription. La loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 portant dispositions relatives à la prescription quadriennale en matière de finances publiques dispose que les collectivités ont la possibilité de s'acquitter de leur dette pour les années antérieures à la date à laquelle la prescription quadriennale s'applique, à raison de circonstances particulières.

Cette reconstitution fait naître au profit de la CNRACL une créance d'un montant de 12 475,76 €, correspondant à la régularisation des cotisations. Afin de ne pas léser les agents dans le calcul de leurs droits à la retraite, il est proposé aux membres du Conseil Municipal, de lever la prescription quadriennale sur la créance dont est titulaire la CNRACL afin de régler la somme en question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

- **DE LEVER** la prescription quadriennale sur les créances dont est titulaire la CNRACL d'un montant de 12 475,76 €, décomposé en deux sommes de 2 253.93 € et de 10 221.83 € correspondant à deux agents.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à mandater cette dépense sur le 012.

10. RIFSEEP – NOUVELLES *REGLES D'INDEMNISATION DES AGENTS PUBLICS EN CONGE DE MALADIE ORDINAIRE*

Rapporteur : Monsieur Mickaël PEREIRA

La loi de finances pour 2025 a prévu de nouvelles règles d'indemnisation pour les agents publics (fonctionnaires et contractuels de droit public) durant les congés de maladie ordinaire, et ce à compter du 1er mars 2025.
Les trois premiers mois du congé de maladie ordinaire (CMO), le fonctionnaire perçoit, après application de la journée de carence, 90 % du traitement, en lieu et place du plein traitement jusqu'ici en vigueur (modification de l'art. L. 822-3 du CGFP).

Cette mesure a été transposée par décret aux agents contractuels (de droit public) pendant la période du CMO précédant le passage à demi-traitement (modification des art. 7, 12 et 45 du décret n° 88-145 du 15 février 1988).

La réduction s'applique aux CMO accordés à compter du 1er mars 2025 (1er jour du mois suivant la publication de la loi de finances). Cette réforme ne concerne que les congés de maladie ordinaire. L'indemnisation des autres types de congés reste inchangée.

Aussi, et comme le rappelle la DGCL, la conservation des primes (régime indemnitaire) aux agents territoriaux absents pour indisponibilité de santé doit reposer sur une délibération de la collectivité dont le contenu ne peut être plus favorable, en vertu du principe de parité, aux dispositions en vigueur dans la fonction publique de l'Etat. Or, ces dispositions prévoient un maintien du régime indemnitaire en congé de maladie ordinaire dans les mêmes proportions que le traitement.

Il convient donc de modifier les règles applicables en cas de congé arrêt maladie ordinaire concernant l'IFSE sur la collectivité.

Les dispositions prévues par la délibération n°53-2021 du 30 juin 2021 prévoyait le maintien de l'IFSE pendant 15 jours à 100 % pour tout agent en congé de maladie ordinaire. Il faut désormais la remplacer par un maintien à 90% de l'IFSE comme le prévoit la loi de Finances ; la délibération doit donc être modifiée en conséquence.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal, d'approuver les nouvelles règles d'indemnisation pour les agents publics en cas de congé pour maladie ordinaire.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

- D'APPROUVER les nouvelles règles d'indemnisation des agents publics en cas de congés de maladie ordinaire

- DE MODIFIER la délibération n°53-2021 comme suit :

  - *L'IFSE constitue un complément de rémunération. Son montant est maintenu pendant les congés annuels, durant les congés maternité, paternité ou adoption, ainsi que les accidents de travail, les accidents de trajet, la maladie professionnelle et les autorisations d'absence autorisées*

  - *En cas de congés maladie ordinaire, l'IFSE est maintenue ~~intégralement~~ à 90% durant 15 jours consécutifs, sur une année glissante à compter du 1er janvier 2022. Dès le 16e jour de congés de maladie, l'IFSE est supprimée.*

11. *VALIDATION* DE *LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'IBTN POUR LA SOIREE OCTOBRE ROSE*

Rapporteur : Madame Laurence BEATRIX

La Ville de Bernay participe à l'événement national « Octobre Rose » en organisant une soirée caritative au théâtre Le Piaf, au profit de la Ligue contre le Cancer et ce, en partenariat avec l'Intercom Bernay Terres de Normandie.

Cette soirée se déroulera le Vendredi 17 octobre 2025 à 20h et accueillera le spectacle « Avec ou sans ordonnance » de et avec Gaétan JAMARD.

La Ville de Bernay sera chargée d'accueillir la soirée « Octobre Rose » au sein du théâtre la Piaf le vendredi 17 octobre 2025, avec le soutien financier de l'IBTN. L'ensemble de la recette sera reversé à l'association de lutte contre le cancer.

Il sera prévu une tarification spéciale de 10 € la place.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de valider la convention régissant les modalités d'organisation et de partenariat ci-annexée

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

DE VALIDER le projet de convention de partenariat avec l'IBTN ci-annexé,

D'INDIQUER que le prix de la séance sera de 10 € par billet,

DE VALIDER les modalités d'organisation et de reversement des droits d'entrée perçus à la Ligue contre le Cancer

12. MODIFICATION *DE LA GRILLE TARIFAIRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE*

Rapporteur : Madame Laurence BEATRIX

La politique culturelle de la Ville, à travers son projet « *culture pour tous* » s'attache à encourager à chaque instant la pratique culturelle et artistique. Cela se formalise par une programmation toujours plus variée et accessible au plus grand nombre.

Aussi, au regard des pratiques observées et des attentes exprimées, il est proposé d'adapter plusieurs tarifs.

- Le musée des Beaux-Arts

Poursuivant le développement du projet d'ouverture et d'accessibilité envers les familles, il est proposé de rendre l'entrée du musée gratuite au moins de 18 ans. Jusqu'à présent gratuit pour les moins de 12 ans, le musée donne ainsi rendez-vous à tous les mineurs et les invite à venir profiter des dispositifs de découverte du parcours permanent et des expositions temporaires.

- Le théâtre Le Piaf

Le théâtre Le Piaf propose une offre culturelle à destination des publics scolaires du premier degré. Afin de sensibiliser le plus grand nombre au spectacle vivant et à l'art de manière générale, chaque élève bernayen bénéficie d'au moins un spectacle scolaire par an, gratuitement. Afin d'associer les familles à cette pratique, il est proposé la gratuité pour l'élève qui reviendrait voir un spectacle « On sort en Famille » le soir dont il aurait été spectateur dans la journée avec sa classe.

Par ailleurs, il est proposé un tarif « hors catégorie » qui permettrait d'accueillir des spectacles plus atypiques, de type « cabaret » ou affiche exceptionnelle.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'approuver la nouvelle grille tarifaire des équipements culturels conformément à l'annexe.

13. MODIFICATION DES TARIFS DE LA BOUTIQUE DU MUSEE

Rapporteur : Madame Laurence BEATRIX

Le musée des Beaux-Arts de Bernay publie depuis de nombreuses années des catalogues issus de ses expositions temporaires.
Afin d'harmoniser les tarifications de ces catalogues avec le reste de la boutique, il est proposé d'arrondir à l'euros supérieur les catalogues publiés à une date antérieure à 2002 (tarifs alors exprimés en francs) :

Titres	Anciens tarifs	Nouveaux tarifs
Lottin de Laval, archéologue, peintre et	7,62€	8€

orientaliste		
André Mare, cubisme et camouflage	22,87€	23€
Miroirs : jeux et reflets depuis l'Antiquité	22,87€	23€
Michel Ciry	7,62€	8€

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'approuver les nouveaux tarifs de la boutique du musée

14. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES DU 16 MARS AU 15 MAI 2025

Rapporteur : Madame Marie-Lyne VAGNER

L'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT) énumère de manière limitative les attributions que le maire peut exercer par délégation du conseil municipal.

En vertu de l'article L. 2122-23 du CGCT, le maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal des décisions qu'il a prises dans les matières qui lui ont été déléguées.

Le compte rendu des décisions prises par le maire par délégation du conseil municipal ne donne pas lieu à une délibération de ce dernier.

Sont donc présentées les décisions prises dans le cadre des délégations.

DECISION N°29-2025 : portant validation du devis de la société JPV Bâtiment pour les travaux de plafonds et de menuiseries

- De valider l'offre de la société JPV Bâtiment pour les travaux de plafonds et de menuiseries pour un montant de 17 845,06 € HT.

DECISION N°37-2025 : portant validation de l'offre de la société KN Nettoyage pour des prestations de nettoyages des structures sportives

- De valider l'offre de la société KN Nettoyage pour des prestations de nettoyages des structures sportives pour un montant de 1 712 € HT mensuel.

DECISION N°39-2025 : portant validation de la reprise du véhicule KIA 3048-YT-27 par le garage OPEL Mary Automobiles de Bernay

- De valider la reprise du véhicule KIA 3048-YT-27 par le garage OPEL Mary Automobiles de Bernay pour un montant de 8 000 € TTC.

DECISION N°40-2025 : portant validation de la reprise du véhicule Renault Mascott 7520-XS-27 à Monsieur Stéphane FRENOT

- De valider la reprise du véhicule Renault Mascott 7520-XS-27 à Monsieur Stéphane FRENOT pour un montant de 2 000 € TTC.

DECISION N°41-2025 : portant validation du devis de la société SFR pour l'acquisition de téléphones mobiles

- De valider le devis de la société SFR pour l'acquisition de mobiles pour un montant de 9 750 € HT.

DECISION N°42-2025 : portant signature d'une convention de mise à disposition de structure municipales au profit de l'association SCB Tennis

- De signer la convention de mise à disposition de structure municipales au profit de l'association SCB Tennis

DECISION N°43-2025 : portant validation du devis de la société SPIE City Networks pour l'achat d'un dispositif LPR

- De valider le devis de la société SPIE City Networks pour l'achat d'un dispositif LPR d'un montant de 8 350 € HT

DECISION N°44-2025 : portant validation du devis de la société Team Réseaux pour la fourniture et la pose d'une borne marché escamotable à la prairie de la Charentonne

- De valider le devis de la société Team Réseaux pour la fourniture et la pose d'une borne marché escamotable à la prairie de la Charentonne pour un montant de 11 695 € HT.

DECISION N°45-2025 : portant validation du devis de la société Global Paysage pour des aménagements sur la prairie de la Charentonne

- De valider le devis de la société Global Paysage pour des aménagements sur la prairie de la Charentonne d'un montant de 51 869,47 € HT.

DECISION N°46-2025 : portant validation du devis de la société TCAP pour la dépose du réseau de chauffage en vide sanitaire pour le périscolaire de l'école Jean Moulin

- De valider le devis de la société TCAP pour la dépose du réseau de chauffage en vide sanitaire pour le périscolaire de l'école Jean Moulin pour un montant de 34 284,80 € HT

DECISION N°47-2025 : portant validation du devis de la société Concept Urbain pour l'achat de corbeilles avec support sac

- De valider le devis de la société Concept Urbain pour l'achat de corbeilles avec support sac d'un montant de 4 450 € HT

DECISION N°48-2025 : portant validation du devis de la société VIAM pour le curage du Ravet

- De valider le devis de la société VIAM pour le curage du Ravet d'un montant de 11 900 € HT

DECISION N°49-2025 : portant validation du devis de la société Poids Lourds Bernayen pour la réparation du véhicule Peugeot Boxer

- De valider le devis de la société Poids Lourds Bernayen pour la réparation du véhicule Peugeot Boxer d'un montant de 2 855,43 € HT.

DECISION N°51-2025 : portant validation du devis de la société Musiker Events pour la venue d'un petit train lors de Bernay Scintille

- De valider le devis de la société Musiker Events pour la venue d'un petit train lors de Bernay Scintille d'un montant de 5 500 € HT

DECISION N°52-2025 : portant validation du devis de la société Touriz pour l'acquisition et la mise en place du logiciel métier « permis de louer »

- De valider le devis de la société Touriz pour l'acquisition et la mise en place du logiciel métier « permis de louer » d'un montant de 5 000 € HT

DECISION N°53-2025 : portant validation du devis de la société CPO pour l'achat de GNR

- De valider le devis de la société CPO pour l'achat de GNR pour un montant de 2 575,00 € HT.

DECISION N°54-2025 : portant validation du devis de la société Phase 4 Conseil pour la réalisation de la formation professionnelle « engagement et leadership »

- De valider le devis de la société Phase 4 Conseil pour la réalisation de la formation professionnelle « engagement et leadership » d'un montant de 8 665,20 € HT.

DECISION N°55-2025 : portant validation du devis de la société PEREIRA pour la reprise du mur du cimetière Ste Croix

- De valider le devis de la société PEREIRA pour la reprise du mur du cimetière Ste Croix pour un montant de 2 550 € HT.

DECISION N°56-2025 : portant validation de l'offre de la société Viafrance pour le marché de travaux, d'entretien et de maintenance de voirie 2025-2027

- De valider l'offre de la société Viafrance pour le marché de travaux, d'entretien et de maintenance de voirie 2025-2027
- D'indiquer que les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement réalisées dans les bons de commandes des prix prévus au bordereau des prix unitaires

DECISION N°57-2025 : portant validation du devis de la société Gagneraud concernant l'installation de la borne escamotable rue de Lisieux

- De valider le devis de la société Gagneraud concernant l'installation de la borne escamotable rue de Lisieux d'un montant de 8 628,80 € HT

DECISION N°58-2025 : portant validation du devis de la société IRS pour l'impression du Bernay Info Hors-série

- De valider le devis de la société IRS pour l'impression du Bernay Info Hors-série d'un montant de 4 157 € HT.

DECISION N°60-2025 : portant validation du devis de l'UGAP pour la réalisation des contrôles réglementaires annuels des bâtiments communaux

De valider les propositions de la société UGAP pour la réalisation des contrôles :

- Des ascenseurs pour un montant total de 430.25 € HT.
- Des installations électriques pour un montant total de 12 216.45 € HT.
- Des installations gaz pour un montant total de 2 889.21 € HT.
- Des appareils de cuisson pour un montant total de 277.28 € HT.
- Des systèmes sécurité incendie pour un montant total de 6 981.80 € HT.

DECISION N°61-2025 : portant validation du devis de la société Incendie 27 SAS pour la réalisation des contrôles annuels et obligatoires des extincteurs

- De valider le devis de la société Incendie 27 SAS pour la réalisation des contrôles annuels et obligatoires des extincteurs d'un montant de 4 405,44 € HT.

DECISION N°63-2025 : portant validation de l'avenant 1 au lot 6 du marché de réhabilitation d'un pôle de service

- De valider l'avenant 1 au lot 6 du marché de réhabilitation d'un pôle de service avec la société ABACA pour un montant en moins-value de 964,60 € HT.

DECISION N°64-2025 : portant validation de l'offre de la société Veolia pour la réparation d'une canalisation à eau froide

- De valider l'offre de la société Veolia pour la réparation d'une canalisation à eau froide pour un montant de 4 333,40 € HT

DECISION N°66-2025 : portant validation du devis de la société Décor Home & Décap'Eure concernant l'aménagement d'une salle enfant 0-30 mois à la maison de l'enfant et de la famille

- De valider le devis de la société Décor Home & Décap'Eure concernant l'aménagement d'une salle enfant 0-30 mois à la maison de l'enfant et de la famille d'un montant de 19 350,40 € HT

Le Conseil Municipal prend acte des décisions présentées ci-dessus

L'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire lève la séance.